



## EurAc Info

*Daily Press Review on the Great Lakes region & EurAc network*

*08 March 2017*

### Press Review

#### *EU Foreign Policy*

**DRC/EU** - [She Okitundu met en garde le Conseil européen](#), Actualité.cd, 7 mars

« Il serait injuste de nier que les mesures de décrispation progressent et les pourparlers informels continuent pour leur dénouement définitif. La situation de l'Etat de droit en République démocratique du Congo n'est pas pire qu'ailleurs même dans certains pays du Conseil de l'Europe pour lesquels le Conseil européen affiche une cécité saisissante », ajoute She Okitundu.

« A la lumière de ce qui précède, nous invitons une ultime fois le Conseil européen à se démarquer d'une posture directive voire comminatoire d'un autre temps et à s'engager plutôt dans un véritable partenariat coopératif et de respect mutuel. Faute de quoi, la République démocratique du Congo devra en tirer les conséquences », a-t-il ajouté.

*Dans ses conclusions le lundi 6 février, le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'UE a notamment interpellé la RDC sur la nécessité du respect absolu de l'accord du 31 décembre 2016 »*

#### *Central Africa – Great Lakes – African Union & other regional institutions*

**SOUTH AFRICA/ICC** - [South Africa Reverses Withdrawal From International Criminal Court](#), the New York Times, March 8

#### *DRC*

**Politics – Elections**

**TOP STORY** - [RDC : Une délégation de la société civile aux USA pour notamment exiger davantage des sanctions](#), Actualité .cd, 8 mars

« Une délégation de la société civile séjourne aux USA pour une mission de plaidoyers en faveur notamment des sanctions contre les responsables de l'impasse politique RDC.

Elle est composée notamment de Paul Nsapu de la Ligue des électeurs, du président de l'ASADHO Jean-Claude Katende et du coordonnateur de Filimbi Floribert Anzuluni.

Ces activistes vont rencontrer des diplomates, des membres du Conseil de sécurité de l'ONU, des autorités américaines et européennes pour discuter de la situation politique, sécuritaire et économique « chaotique » au Congo.

[...] Cette mission de 18 jours devra également s'étendre en Europe avec des rencontres à la CPI et la diaspora congolaise sur la crise actuelle. »

[Katumbi: Kabila 'scared' of my return to DR Congo](#), BBC, March 7

[Nshole : « C'est comme si les politiciens ne prennent pas au sérieux l'impatience du peuple »](#), Actualité.cd, 8 mars



#ByeByeKabila J+80  
@luchaRDC

Abonné

Ce 10 mars, notre camarade [@fredbauma90](#) sera l'invité de la prestigieuse [@OxfordUnion](#) pour évoquer la situation en [#RDC](#) & notre lutte



RETWEETS

26

J'AIME

42



22:50 - 7 mars 2017



Sonia Rolley   
@soniarolley

Abonné 

#RDC #Ceni: 51% de femmes enrôlées selon l'Onufemmes au Sud Kivu. Mais ces chiffres varient d'1 province à l'autre. Objectif : + 50% partout

RETWEETS  
15

J'AIME  
11



11:54 - 8 mars 2017

### Security

**TOP STORY** - [Three mass graves discovered in central Congo](#) -U.N, Reuters, March 8

⇒ [Fosses communes au Kasai en RDC: Lambert Mende critique l'ONU et pointe les miliciens présumés Kamuina Nsapu](#), RFI, 8 mars

**TOP STORY** - [RDC: vers une commission d'enquête de l'ONU sur les violences au Kasai?](#), RFI, 8 mars

« Le haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme demande l'établissement d'une commission d'enquête sur les violences contre les civils en République démocratique du Congo. Zeid Ra'ad al-Husseini dit avoir constaté de « graves » violations des droits de l'homme. »

[High Commissioner for Human Rights on the activities of his Office and recent human rights developments](#), OHCHR, March 8

“My Office recently reported a number of severe human rights violations in the Kasais and Lomani provinces of the Democratic Republic of the Congo. I commend the swift action taken by the Government to begin processes of investigation and accountability in some of the alleged killings attributed to soldiers, and offer the assistance of my Office. In light of recurrent reports of grave violations and the recent discovery of three more mass graves, I urge the Council establish a Commission of Inquiry to look into these allegations. My Office will be closely watching judicial developments in regard to actions by security forces which led to the deaths of more than 100 people in September and December. There has been no meaningful progress in the context of the political agreement of 31 December which resulted from the commendable mediation efforts of the National Council of Bishops.”

## Burundi

Political & Security crisis

**TOP STORY** – [Burundi: l'alarmant rapport du conseiller spécial de l'ONU sur les génocides](#), RFI, 8 mars

« Le conseiller spécial des Nations unies pour la prévention du génocide, Adama Dieng, tire de nouveau la sonnette d'alarme sur le Burundi. Dans une lettre écrite récemment aux membres du Conseil de sécurité et parvenue à RFI, il met en garde contre les risques de violences «massives» si rien n'est fait dans ce pays qui traverse une grave crise née de la décision du président Nkurunziza de briguer un troisième mandat il y a

*bientôt deux ans. Il en appelle donc au Conseil de sécurité qu'il invite à prendre des mesures afin d'éviter le pire. Des mesures qui semblent viser le pouvoir burundais même si cela n'est pas dit explicitement.*

*[...]Le gouvernement burundais, lui, assure qu'il n'y a plus de crise dans ce pays.*

*Mais pour le conseiller spécial de l'ONU pour la prévention du génocide, cela ne doit pas occulter aux yeux de la communauté internationale les nombreux indicateurs qui montrent que le Burundi court aujourd'hui le risque de violences de masse.*

*Des faits qu'il détaille dans des annexes à sa lettre : un dialogue de sortie de crise en panne, le retrait de la CPI, des restrictions qui frappent désormais les organisations internationales et locales, des discours de haine de la part de certaines autorités. Avant d'enfoncer le clou en parlant des « violations des droits humains et des abus perpétrés par des éléments des services secrets, de la police, de l'armée et des Imbonerakure », la ligue des jeunes du parti au pouvoir que l'ONU qualifie de milice.*

#### **« Mesures énergiques »**

*Autre sujet qui fâche, le pouvoir burundais envisage de lever le verrou constitutionnel des deux mandats présidentiels et il vient de mettre en place une commission chargée de proposer une révision de la Constitution. »*

⇒ [High Commissioner for Human Rights on the activities of his Office and recent human rights developments](#), OHCHR, March 8

*“In Burundi, I am concerned that the democratic space has now been virtually extinguished. Grave human rights violations and abuses by security forces and the Imbonerakure militia continue to be reported, including increasing allegations of enforced disappearances, torture and mass arbitrary arrests. The recent decision to free up to 2,500 detainees is a positive sign, but hundreds of people remain in jail because of their real or perceived opposition to the Government. Following the release of the report by the UN Independent Investigation on Burundi in September 2016, the Government of Burundi suspended its cooperation with my Office in Burundi pending ongoing review of our MOU. “*

[Burundi reacts against recent UNSG report](#), Iwacu, March 8



**NSHIMIRIMANA Vital**  
@VitalRuyaga

Following

#Burundi Lettre cjte à #UNSC @iburundi  
@pninahazwe @FORSC\_BURUNDI  
@NiyongereArmel @EHAHRDP @AtrocitiesW  
@rugbob78 @Baconib @ThierryU

Monsieur l'Ambassadeur, Madame l'Ambassadrice,

Nous soussignées, organisations non gouvernementales internationales et burundaises, vous écrivons pour exhorter le Conseil de sécurité des Nations Unies à imposer des sanctions ciblées contre les personnes responsables des violations graves des droits humains perpétrées au Burundi. De telles mesures, notamment des interdictions de voyager et le gel des avoirs, enverraient un message fort aux dirigeants burundais ayant été peu inquiétés pour avoir continué de perpétrer de violents abus contre leur propre population.

Bien que les autorités burundaises aient libéré certains prisonniers, elles ont perpétré leur politique plus large de répression contre les opposants suspects, la société civile indépendante et les médias, et ont délibérément entravé la capacité de documentation des violations des droits humains de l'ONU. La police et certains membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, connus sous le nom d'*Inshyamba*, continuent de commettre des abus en toute impunité. Certains membres des *Inshyamba* ont tué, torturé, violé et battu sévèrement un grand nombre de personnes à travers le pays, y compris des Burundais fuyant vers des camps de réfugiés tanzaniens. En outre, le 23 janvier dernier, le gouvernement a promulgué une nouvelle loi sur les organisations non gouvernementales internationales. Elle impose des restrictions à la liberté d'expression, d'association et de réunion, et fournit de nouveaux pouvoirs au gouvernement pour contrôler les organisations non gouvernementales internationales et réprimer toutes voix critiques.

Suite au rapport accablant de l'enquête indépendante des Nations Unies sur le Burundi en septembre 2016 exposant les violations graves et systématiques des droits humains, les autorités burundaises ont suspendu toute coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Burundi et ont déclaré les trois experts indépendants de l'ONU auteurs du rapport « *persona non grata* ». Une commission d'enquête de l'ONU a été autorisée par le Conseil des droits de l'homme mais s'est vu refuser l'accès au pays. Plus récemment, des fonctionnaires de l'ONU ont eu du mal à obtenir des visas, à organiser des rencontres avec des représentants clés du gouvernement et à mener leurs opérations dans le pays. Les autorités burundaises continuent également de refuser le déploiement de 228 policiers non armés, conformément au mandat du Conseil de sécurité de juillet dernier.

L'Union africaine a autorisé le déploiement de 100 observateurs des droits humains et 100 observateurs militaires, mais seul un petit nombre d'entre eux a été effectivement déployé en raison de désaccords entre le gouvernement burundais et l'UA. Les observateurs de l'UA basés à Bujumbura n'ont pas pu travailler sans entrave dans le pays.

L'obstruction de la compétence de l'ONU de documenter et de limiter les violations perpétrées par le gouvernement devrait astreindre les membres du Conseil de sécurité à prendre des mesures fortes. Un panel d'experts mandaté par le Conseil de sécurité pourrait contribuer à l'identification des responsables, qui s'assentent sur le gouvernement ou de



RETWEETS 18  
LIKES 6



7:26 AM - 8 Mar 2017



**Bob RUGURIKA**  
@rugbob78

Following

#Burundi Des ONG Int&Burundaises plaident pour des sanctions ciblées des NU contre responsables violations des DH

Translate from French

OPEN 11/06/16 10:22 10/07/2017

Monsieur l'Ambassadeur, Madame l'Ambassadrice,

Nous soussignées, organisations non gouvernementales internationales et burundaises, vous écrivons pour exhorter le Conseil de sécurité des Nations Unies à imposer des sanctions ciblées contre les personnes responsables des violations graves des droits humains perpétrées au Burundi. De telles mesures, notamment des interdictions de voyager et le gel des avoirs, enverraient un message fort aux dirigeants burundais ayant été peu inquiétés pour avoir continué de perpétrer de violents abus contre leur propre population.

Bien que les autorités burundaises aient libéré certains prisonniers, elles ont perpétré leur politique plus large de répression contre les opposants suspects, la société civile indépendante et les médias, et ont délibérément entravé la capacité de documentation des violations des droits humains de l'ONU. La police et certains membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, connus sous le nom d'*Inshyamba*, continuent de commettre des abus en toute impunité. Certains membres des *Inshyamba* ont tué, torturé, violé et battu sévèrement un grand nombre de personnes à travers le pays, y compris des Burundais fuyant vers des camps de réfugiés tanzaniens. En outre, le 23 janvier dernier, le gouvernement a promulgué une nouvelle loi sur les organisations non gouvernementales internationales. Elle impose des restrictions à la liberté d'expression, d'association et de réunion, et fournit de nouveaux pouvoirs au gouvernement pour contrôler les organisations non gouvernementales internationales et réprimer toutes voix critiques.

Suite au rapport accablant de l'enquête indépendante des Nations Unies sur le Burundi en septembre 2016 exposant les violations graves et systématiques des droits humains, les autorités burundaises ont suspendu toute coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme au Burundi et ont déclaré les trois experts indépendants de l'ONU auteurs du rapport « *persona non grata* ». Une commission d'enquête de l'ONU a été autorisée par le Conseil des droits de l'homme mais s'est vu refuser l'accès au pays. Plus récemment, des fonctionnaires de l'ONU ont eu du mal à obtenir des visas, à organiser des rencontres avec des représentants clés du gouvernement et à mener leurs opérations dans le pays. Les autorités burundaises continuent également de refuser le déploiement de 228 policiers non armés, conformément au mandat du Conseil de sécurité de juillet dernier.

L'Union africaine a autorisé le déploiement de 100 observateurs des droits humains et 100 observateurs militaires, mais seul un petit nombre d'entre eux a été effectivement déployé en raison de désaccords entre le gouvernement burundais et l'UA. Les observateurs de l'UA basés à Bujumbura n'ont pas pu travailler sans entrave dans le pays.

L'obstruction de la compétence de l'ONU de documenter et de limiter les violations perpétrées par le gouvernement devrait astreindre les membres du Conseil de sécurité à prendre des mesures fortes. Un panel d'experts mandaté par le Conseil de sécurité pourrait contribuer à l'identification des responsables, qui s'assentent sur le gouvernement ou de

Les sanctions individuelles ciblées ne devraient avoir aucun effet négatif sur la population burundaise dans son ensemble, mais devraient servir de signal fort aux décideurs, indiquant que la perpétration de violations des droits humains a un prix. Si les membres du Conseil de sécurité prennent ces mesures, burundais de continuer à commettre des abus contre la population et de montrer ouvertement leur mépris des décisions du Conseil sans qu'il y ait des conséquences, ils se seraient encouragés d'autres pays pour imiter ce comportement.

Nous sommes à votre disposition pour discuter plus amplement de ce sujet avec vous et vos experts.

Cordialement,

- Activist des Citoyens pour l'Abolition de la Torture au Burundi (ACAT Burundi)
- Association Burundaise pour la Promotion des Droits Humains et des Personnes (ABPDH)
- Amnesty Watch - Africa
- Coalition de la Société Civile pour le Monitoring Économique (COSEME)
- Fédération Burundaise de l'Action des Citoyens pour l'Abolition de la Torture (FACAT)
- Forum pour la Coopération et le Développement (FOCOSE)
- Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC)
- Global Centre for the Responsibility to Protect
- Human Rights Watch
- Institution Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (IILDH)
- Mouvement Citoyen pour l'Abolition de la Torture (MCAT Burundi)
- Partnership for Justice
- Rapports Internationaux
- Rapports Sans Frontières
- Réseau des Citoyens Probes (RCP)
- RSF-Torture
- Observatoires Non Gouvernementaux (ONG)
- Organisation pour la Transparence et la Gouvernance (OTRAG Burundi)
- World Organization Against Torture (WOAT)

RETWEETS 4  
LIKES 5



4:06 PM - 8 Mar 2017

Rwanda

*No major press coverage*

## *News from EurAc network and from partner organisations*

- Open Letter, 19 International & local NGOs (Burundi)

[Letter to UN Security Council Members](#)

By

Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture au Burundi (ACAT Burundi)

Association Burundaise pour la Protection des Droits Humains et des Personnes Détenues (APRODH)

Atrocities Watch – Africa

Coalition de la Société Civile pour le Monitoring Électoral (COSOME)

Fédération Internationale de l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (FIACAT)

Forum pour la Conscience et le Développement (FOCODE)

Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC)

Global Centre for the Responsibility to Protect

Human Rights Watch

International Federation for Human Rights (FIDH)

Mouvement Citoyen pour l'Avenir du Burundi (MCA Burundi)

Partnership for Justice

Refugees International

Reporters Without Borders

Réseau des Citoyens Probes (RCP)

SOS-Torture

Ökumenisches Netz Zentralafrika (ÖNZ)

Organisation pour la Transparence et la Gouvernance (OTRAG Burundi)

World Organisation Against Torture (OMCT)

22 February 2017

- Report, Forum pour le Renforcement de la Société Civile - FORSC (Burundi)

[PAIX ET PAIN, LA VIE OU LA MORT AU BURUNDI ? RAPPORT SUR LES DROITS SOCIAUX ECONOMIQUES ET LA GOUVERNANCE AU BURUNDI](#)

February 2017

- Report, APRODH (Burundi)

[Rapport de Janvier 2017](#)

By APRODH

February 2017

*Interesting statements, research, analysis & campaigns*

- Petition/Campaign, Amnesty International

[Petition - Demand justice for the victims of Beni killings in DRC](#)

By Amnesty International

February 2017





Anne Claeys  
@AnneClae

Abonné

Stop the killings in #Beni now! #Justice4Beni  
#DRC #RDC Sign here:  
[amnesty.org/en/latest/camp](https://www.amnesty.org/en/latest/camp) ...

À l'origine en anglais



RETWEETS

8



09:51 - 3 mars 2017